

PARÂIT TOUS LES 15 JOURS
A DISCUTER, A REPRODUIRE,
A FAIRE CIRCULER
Abonnement (2 carnets de timbres
pour un an)

Cinquième zone
11, rue S. ALLENDE
92220 BAGNEUX

TEL : 06 03 63 70 61

Sur Internet :
www.multimania.com/zone5

28 novembre 1998
N°61

CINQUIÈME ZONE

Aux lecteurs de Cinquième zone

1) Je désire recevoir 1, 2 ou 3 exemplaires de *Cinquième zone* à chaque parution (ci-joint 2 carnets de timbres).

2) Je souhaite entrer en contact avec *Cinquième zone*.

Nom :

Prénom :

Téléphone :

Adresse :

NON A LA TRAQUE DES SANS

Voilà bientôt trois ans que les sans-papiers soutenus par des associations, certains syndicats et des militants de gauche et d'extrême-gauche, se battent pour obtenir leur régularisation.

Au départ, ils n'étaient rien. Quelques dizaines d'étrangers sans le moindre droit que celui de se taire, de se faire humbles, menacés de la police et de l'expulsion à chaque pas.

Pourtant, ils ont relevé la tête. Les expulsions étaient quotidiennes et massives. Par leurs manifestations, par leurs grèves de la faim, par leur courage et leur détermination, les sans-papiers ont réussi à gagner la solidarité de beaucoup, à faire descendre des dizaines de milliers de personnes dans la rue et à placer leur problème au centre du débat politique.

La gauche au gouvernement a certes mis en place une procédure de

**Les regrets de
l'imbécile :
Il y a de plus en plus
d'étrangers dans le
monde !**

régularisation qui a permis de délivrer des titres de séjour à 65 000 puis à 80 000 sans papiers. Mais il en reste aujourd'hui 63 000 .

Jospin sait parfaitement que les "clandestins" comme disait Debré ne sont pas en France pour y vivre grassement aux frais de la Princesse. Ils y travaillent, durement, souvent sous-payés parce qu'obligés de le faire au noir : les quelques sous envoyés de France (ou d'Europe) font à grand peine survivre des familles entières au pays. L'argent de l'immigration ("clandestine" ou pas) représente, pour certains pays (le Mali par exemple) un apport supérieur à l'aide internationale.

La misère dans les pays pauvres ? Jospin fera un discours émouvant et le gouvernement fera éditer quelques affiches avec des mômes décharnés et des bobines à chialer.

Quant au sort de dizaines de milliers d'hommes et de femmes privés de papiers qui sont obligés de se cacher, de trembler à la vue de chaque policier, d'accepter n'importe quel salaire, Jospin s'en fout.

Mais il ne réussira pas à expulser les sans papiers. Pasqua, qui sait de quoi il parle,

le lui a rappelé : avec sa brutalité, son absence de scrupules et ses charters, il expulsait 10 000 personnes par an, "les bonnes années" dit-il. "Ce ne sont pas des charters qu'il faudrait, c'est un pont aérien" assure-t-il. Pasqua le savait déjà quand il organisait les charters. Mais il le faisait pour les mêmes raisons que Jospin se refuse à rendre à la vie normale les derniers sans papiers : pour faire carrière, pour accéder aux plus hautes responsabilités, ces gens-là doivent montrer qu'ils sont capables de tout, avec la peau des autres, pour assurer leur "mission" de défense d'un ordre social injuste.

En se montrant intraitable avec les derniers sans-papiers, Jospin prend la pose : il joue à l'homme d'Etat... sur le dos des immigrés et des grévistes de la faim. Les régulariser ne poserait aucun problème mais il s'y refuse pour donner des gages à la droite et pour montrer à ceux qui comptent en France (les possédants, les patrons, les dirigeants) qu'il a la stature d'un futur Président de la République.

NON A LA DEPORTATION !

Samedi 21 novembre ont eu lieu à Paris et dans plusieurs villes de province des manifestations en faveur de la régularisation de tous les sans papiers. Des dizaines d'hommes et de femmes font la grève de la faim (à Paris, à Orléans, au Havre, à Rouen, à Toulouse) pour obtenir le droit de rester dans le pays où ils vivent souvent depuis des années. Et, comme aux temps pourris de Pasqua et de Debré, on revoit resurgir dans les lycées, les facs et les quartiers, le cas de copains de travail, de classe ou de cité frappés d'une interdiction légale d'exister.

Il ne faut pas qu'ils restent isolés. Il faut qu'ils en parlent autour d'eux. Que leurs amis, leurs familles, leurs voisins, leurs copains se réunissent, discutent, s'adressent aux Maires, aux profs, aux journalistes, fassent signer des pétitions. Il faut les parrainer, les entourer, rendre impossible leur expulsion et obtenir leur régularisation.

RAPPEL : IL N'EST PAS ENCORE INTERDIT DE S'ABONNER A CINQUIEME ZONE !

LA PAROLE EST A CARINE

Carine a envoyé une longue lettre de réponse au jeune de Limoges (CZ n°59). Impossible de tout publier en une fois. La suite par la suite...

Je suis d'accord avec toi lorsque les jeunes qui se sont exprimés dans CZ n°54 ne voient que le "résultat" (de la création des cités HLM).

Dans un très bon film qui s'appelle *Mémoires d'immigrés*, on explique que l'industrie française en manque de main d'oeuvre a recruté après la 2^e guerre mondiale des Maghrébins directement au pays pour les envoyer travailler chez Renault ou dans le bâtiment. Ces hommes étaient logés dans des conditions déplorables (5 ou 6 dans 20 m²), privés de leurs familles et d'une intégration dans la société française. Puis vint l'époque du "regroupement familial". Seulement on ne loge pas 5 ou 6 familles dans 20 m². Les HLM (Habitat à loyer modéré) ont été créés dans ce but, à l'extérieur des villes ou le terrain est moins cher.

Jusqu'ici pas de problèmes dans les cités ? Mais alors, pourquoi aujourd'hui, les enfants des cités "dérangent" ?

Carine

La parole est à Nora

Je reviens d'un mois de vadrouille en Bolivie. Bien des choses m'ont profondément marquées dans ce pays à mille lieues de notre mode de vie européen. Le plus frappant est la misère absolue dans laquelle est plongée la majorité de la population indienne : nombreux sont ceux qui vivent avec juste un sac sur le dos, revendant des clous ou des cacahuètes le long des trottoirs. Les maisons, quand elles ne sont pas en tôles, rassemblent toutes les générations d'une même famille et même leurs chèvres. Les enfants vont pieds-nus -et dents pourries- faire la manche aux "gringos". Les hommes qui ont la "chance" de travailler à l'usine ou à la mine ont l'assurance d'un salaire régulier (300 f. par mois) mais les couvertures sociales sont minimales ou inexistantes. Peu savent lire. Ne parlons pas de l'hygiène alimentaire ou médicale...

Et toute cette population rêve quelques minutes devant des sitcoms "locaux" où les protagonistes ne sont ni indiens, ni paysans ou mineurs, mais bien blancs, étudiants ou banquiers -ceux-là même qui vivent dans ces grandes villas à l'écart des grandes villes, et que l'on aperçoit à l'aéroport, flanqués de leur "vanity case". Et cette ambassadrice américaine tirée à quatre épingles faisant de belles promesses à la télévision...

Mais il n'est pas nécessaire d'aller à l'autre bout du monde pour voir un tel décalage entre les détenteurs du pouvoir et la population. Et même si l'Europe me paraît être du "5 étoiles" à côté de l'Amérique latine, les gens ne méritent pas plus ces petits boulots aux horaires flexibles pour échapper au chômage, pendant que les grands trusts se remplissent les poches comme jamais.

Oui, la crise est mondiale, et il faut y apporter au plus vite une solution. Et c'est à nous, les jeunes, de choisir un meilleur avenir, ensemble. "La révolution sera mondiale ou ne sera pas !"

Nora

L'EUROGREVE DES CHEMINS DE FER : LA BONNE VOIE

Le 23 novembre a eu lieu la première Eurogrève : un mouvement coordonné entre les cheminots belges, français, espagnols, grecs, luxembourgeois et portugais pour s'opposer à la privatisation des chemins de fer.

De quoi s'agit-il ? En France, le service SNCF n'est pas ce qu'il devrait être. Les trains n'arrivent pas toujours à l'heure, les petites lignes sont délaissées, les trains de banlieue sont négligés. Bref, la SNCF recherche la "rentabilité". La ligne qui ne rapporte pas assez, on la néglige, celle qui ne rapporte pas du

tout, on la ferme, le train qui n'est pas bondé, on le supprime. Et l'idée de tous les Etats pour

qui le profit immédiat est la loi suprême est de continuer dans cette voie : le chemin de fer n'est pas fait pour transporter voyageurs et marchandises, mais pour rapporter aux actionnaires.

C'est la même chose partout en Europe... les cheminots en ont tiré la conclusion qui s'impose : face à des politiques similaires menées par les Etats et les patrons de plusieurs pays, les travailleurs doivent répondre au même niveau : d'où l'Eurogrève.

Elle donne des idées : et si les ouvriers de l'automobile, les routiers, les employés des grandes surfaces, les jeunes, les retraités, etc, prenaient conscience que les problèmes sont les mêmes dans tous les pays, et décidaient d'agir ensemble contre les exploitateurs et les profiteurs de tous les pays ?

**Rencontre à Irun
entre cheminots
français et espagnols :
"Coopération et non
concurrence"**

UN HIVER COMME D'HABITUDE

Avec près d'une dizaine de morts en quatre jours, l'arrivée des grands froids rappelle à ceux qui l'auraient oublié que la quatrième puissance du monde, l'un des pays les plus riches de la planète compte 500 000 sans abris..

Alors commence le concert des lamentations. Comme chaque année plus ou moins à la même période, les professionnels des pleurs sur télécommande et les "spécialistes" viennent à la télé nous faire leurs savants commentaires.

Pourtant les millions de travailleurs en situation précaire n'ont pas été créés en ce début d'hiver, pas plus que les plus misérables d'entre eux qui se retrouvent en danger de mort quand le thermomètre descend en dessous de zéro. C'est chaque année ou presque la même chose, seule la rigueur de l'hiver atténue ou aggrave le bilan : moins de dix morts en 97/98, mais 40 en 96/97, 100 en 86/87 et 150 en 85/86.

De plan de licenciements en baisse d'effectifs, de dégraissage en plan social, depuis des années, les patrons et leurs actionnaires ont maintenu voire augmenté leurs profits sur le dos des travailleurs. Depuis des années, les hommes politiques

se sont chargés de nous expliquer qu'il n'y avait rien d'autre à faire et que le chômage était une fatalité. La météo n'y est pour rien, voilà les responsables de la misère.

NOUVEAU PAUVRE

CZ présente ses sincères condoléances à Liliane Bétecourt (Actionnaire de L'Oréal) pour la perte de 15 milliards de francs lors de la dernière crise boursière. On se réjouit cependant de savoir que malgré ladite crise, la fortune de cette pauvre est tout de même passée de 44 à 57 milliards entre 97 et 98. (C'est le mensuel *Capital* qui le dit, avec un nom comme ça ils doivent en connaître un rayon). Pour les nuls en calcul, 57 milliards représentent un million d'années de SMIC soit des emplois jeunes pour l'australopitèque Lucy et toute sa descendance.

En Bretagne, entre Paimpol et Carhaix, fonctionne une ligne privée de Chemin de fer. Les salariés sont "polyvalents" : le machiniste accomplit d'autres tâches quand il ne roule pas. Son salaire est de 9 000 f., soit 30% de moins qu'à la SNCF. Ce régime, qui tire vers le bas, les cheminots n'en veulent pas. Ca vous étonne ?